

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Institution d'un concours d'entrée au stage d'aspirant guide de montagne.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu la loi n° 48-267 du 18 février 1948 sur les guides de montagne ;

Vu le décret n° 50-174 du 3 février 1950 sur les guides de montagne ;

Vu l'arrêté du 31 août 1950 instituant les programmes des stages et les examens préalables à la délivrance des brevets de guide de montagne ;

Vu l'arrêté du 17 avril 1962 du ministre de l'éducation nationale portant délégation générale et permanente de signature au profit du haut-commissaire à la jeunesse et aux sports ;

Vu l'avis de la section permanente de la commission consultative de l'enseignement de l'alpinisme en date du 26 décembre 1961 ;

Sur proposition du sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les candidats au stage probatoire d'aspirant guide de montagne prévu à l'article 1^{er} de l'arrêté du 31 août 1950 subissent un concours d'entrée.

Art. 2. — Le jury du concours d'entrée au stage d'aspirant guide de montagne est réuni par le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports.

Il comprend :

Le directeur de l'école nationale de ski et d'alpinisme, président.

Le professeur maître de l'école nationale de ski et d'alpinisme.

Un représentant de la fédération française de la montagne.

Un représentant du syndicat national des guides.

Le contrôleur de la profession de guide.

Art. 3. — Les candidats au concours d'entrée au stage d'aspirant guide de montagne doivent être français et remplir les conditions d'âge prévues à l'article 5 du décret n° 50-174 du 3 février 1950. Les dossiers des candidats, constitués conformément à l'article 6 du décret susvisé, doivent être adressés trente jours au moins avant la date fixée pour le début du stage au président de la section permanente de la commission consultative de l'enseignement de l'alpinisme, école nationale de ski et d'alpinisme de Chamonix.

Art. 4. — Les épreuves du concours, qui dureront au plus trois jours, sauf cas de force majeure, sont les suivantes :

a) Une épreuve d'escalade en rocher dans laquelle on ne demandera pas au candidat de franchir en tête des passages dépassant le troisième degré supérieur (coefficient 1).

b) Une épreuve de passage sur neige dure (coefficient 1).

c) Une épreuve de résistance physique et de régularité sur un parcours ne comportant pas d'obstacles rocheux ou glaciaires importants et dans lequel les candidats pourront se déplacer sans risques, individuellement et sans emploi de la corde (coefficient 1).

Chaque épreuve est notée sur 20.

Le choix du terrain sur lequel les épreuves ont lieu est déterminé par le jury.

Art. 5. — A la suite des épreuves, le jury dresse, par ordre de mérite, la liste des candidats ayant obtenu la moyenne dans l'ensemble des épreuves.

Dans le cas où des candidats obtiendraient le même nombre de points, ils seraient départagés par l'âge, les plus âgés précédant les plus jeunes.

Les candidats ainsi classés sont appelés à entrer au stage dans la limite des places ouvertes au concours.

Art. 6. — Les frais de voyage (résidence à Chamonix et retour) et de séjour à l'école nationale de ski et d'alpinisme pendant la durée du concours sont à la charge des candidats.

Art. 7. — Le sous-directeur de l'éducation physique, des sports et du plein air est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 25 mai 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le haut-commissaire à la jeunesse et aux sports,
MAURICE HERZOG.

Classement des sections de préparation à l'examen préliminaire de géomètre expert sous le régime des sections de techniciens supérieurs.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu le décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 portant réforme de l'enseignement, et notamment son article 35 ;

Vu le décret n° 62-216 du 26 février 1962 portant application des dispositions de l'article 35 du décret n° 59-57 du 6 janvier 1959 ;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue le 24 mai 1962,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les sections de préparation à l'examen préliminaire de géomètre expert à l'issue desquelles les élèves subissent les épreuves correspondantes sont placées sous le régime des sections de techniciens supérieurs défini par le décret n° 62-216 du 26 février 1962 susvisé.

Art. 2. — L'attestation de réussite à l'examen préliminaire de géomètre expert vaut pour ses titulaires titre de technicien supérieur breveté.

Art. 3. — Le directeur général de l'organisation et des programmes scolaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
CLAUDE LASRY.

Horaire applicable dans la classe préparatoire à l'institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen (institut Emile-Blondel).

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 17 novembre 1959 fixant l'horaire applicable dans la classe préparatoire à l'institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen ;

La section permanente du conseil de l'enseignement technique entendue le 24 mai 1962,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'annexe de l'arrêté du 17 novembre 1959 susvisé relative à l'horaire applicable dans la classe préparatoire à l'institut national supérieur de chimie industrielle de Rouen est modifiée comme suit :

COURS	HORAIRES
	hebdomadaires.
Mathématiques	12 heures.
Français	2 heures.
Dessin industriel, technologie.....	3 heures.
Langues vivantes.....	2 heures.

Art. 2. — Le directeur général de l'organisation et des programmes scolaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
CLAUDE LASRY.

Diplôme de fin d'études secondaires des écoles internationales de l'O. T. A. N.

Le ministre de l'éducation nationale,

Vu l'arrêté du 4 juillet 1961 instituant un diplôme de fin d'études secondaires des écoles internationales de l'O. T. A. N. ;

La section permanente du conseil de l'enseignement supérieur entendue le 9 mai 1962 ;

Les sections permanentes réunies des conseils d'enseignement entendues le 24 mai 1962,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 4 de l'arrêté du 4 juillet 1961 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

Après le troisième alinéa, ajouter l'alinéa suivant :

« A titre transitoire, et pour les sessions de 1962 et 1963, peuvent également s'inscrire aux épreuves de la seconde partie du diplôme les élèves titulaires de la première partie du baccalauréat de l'enseignement du second degré qui ont suivi régulièrement au moins pendant une année scolaire complète une classe terminale des écoles internationales de l'O. T. A. N. »

Art. 2. — Le directeur général de l'enseignement supérieur et le directeur général de l'organisation et des programmes scolaires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 22 juin 1962.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur du cabinet,
CLAUDE LASRY.